

goañv ★ hiver 2023
niverenn34 ★ numéro 34

HARZ-LABOUR

le 7 mars,

c'est la grève!

le 8 mars,

c'est la grève!

le 9 mars,

c'est la grève!

le 10 mars...

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS SAURONS PRENDRE

Le gouvernement a parlé, et nous voilà condamnés à deux ans ferme. Si le projet de loi qui nous menace est adopté, l'âge minimum de départ à la retraite passera de 62 à 64 ans, et l'augmentation de la durée de cotisation, déjà prévue, sera mise en place plus rapidement qu'initialement envisagé.

64 ans, c'est aussi, à la naissance, l'espérance de vie en bonne santé. Chaque année, en France, 15 000 personnes meurent entre 62 et 64 ans. Autant de personnes qui ne connaîtront pas la retraite, autant d'économies envisagées par le gouvernement. La réforme aura aussi pour conséquence de plonger un peu plus dans la pauvreté les personnes qui arrêtent toute activité salariée avant l'âge fatidique. C'est déjà un ouvrier du bâtiment sur deux, un salarié de l'agro-alimentaire sur trois, et une aide à domicile sur cinq, qui ne sont ni en emploi ni en retraite entre 50 et 64 ans. Aujourd'hui, 25 % des retraités (et 40 % des femmes) perçoivent déjà une pension mensuelle inférieure à 1 200 euros. Le montant de leurs revenus risque de baisser, sous les effets conjugués de la réforme des retraites et de celles de l'assurance chômage.

Le déficit dérisoire des caisses de retraite, qui sert de prétexte au gouvernement, s'élève actuellement à 0,1 % du PIB, et il risque d'atteindre 0,8 % en 2050. Son montant : 12 milliards d'euros. À titre de comparaison, les cadeaux octroyés aux entreprises en baisse de cotisation (CICE) se chiffrent à 15 milliards, tout comme l'augmentation annuelle des budgets militaires. En 2021, la fortune des milliardaires (pour la grande majorité, des héritiers dont le principal mérite est d'être né dans la bonne famille) a, quant à elle,



augmenté de 38 milliards d'euros. Cette même année, 259 milliards de la richesse produite par les travailleurs ont été versés aux actionnaires. Comme l'écrivait Bernanos : « Le réalisme est la bonne conscience des salauds. »

La « science économique » qui tient lieu de religion d'état cache mal la visée du gouvernement : mettre le travail encore un peu plus au centre de l'existence, et imposer la précarité à une part importante de la population. La part des richesses allant aux revenus du plus grand nombre baisse, au moment même où le montant des dividendes des actionnaires bat des records. Les salaires augmentent moins que les prix, et les revenus du travail, comme l'accès aux services publics, ne sont plus envisagés comme des droits, mais comme des faveurs octroyées par un pouvoir central, au gré d'un chèque énergie ou d'une aide exceptionnelle.

La transformation d'un droit collectif en une faveur accordée par le pouvoir est aussi décelable dans les

discours sur les retraites et sur les « carrières longues », comme dans la façon dont est mis en avant le suivi médical des travailleurs qui exercent un métier douloureux. Il y a cinq ans, l'une des premières mesures prises par Macron en arrivant au pouvoir a consisté à supprimer quatre des plus importants critères pris en compte pour établir la pénibilité d'un emploi. Être exposé à des vibrations mécaniques (comme celles d'un marteau-piqueur), travailler dans des postures pénibles, porter des poids excessifs et respirer des produits chimiques ne sont plus considérés

comme des critères de pénibilité. Le gouvernement nous le dit, la nouvelle réforme des retraites permettra des départs anticipés à ceux qui arriveront à prouver leurs pathologies auprès d'un médecin. Dans cette individualisation, la pénibilité du travail, le fait de subir la douleur et l'angoisse du risque (imposée aux salariés comme à leur entourage), ne sont plus pris en compte. Il faudra attendre d'être cassé par l'exercice d'un emploi pour cesser de l'exercer.

Si l'exercice d'un travail est parfois à l'origine d'un sentiment de participation, voire de



fierté relative à son métier, la plupart des emplois ont moins de sens que jamais. Des libraires passionnés par la littérature vendent des ouvrages de développement personnel, et des passionnés d'Histoire qui ont opté pour l'enseignement par intérêt pour la transmission des connaissances voient leur mission réduite à la surveillance des enfants d'ouvriers dans des classes surchargées. Dans le même temps, des soignants démissionnent, et ils déclarent que les conditions d'accueil des patients dans ce qu'il reste d'hôpital public relèvent de la maltraitance.

Dans l'industrie comme dans les services, les gains de productivité dont on se gargarise ont une origine matérielle, ils se nomment augmentation des cadences et accroissement de la surveillance numérique. Les conséquences de l'exploitation sur les corps sont le principal « coût du travail ». En 1984, 12 % des salariés subissaient trois contraintes physiques, se baisser régulièrement, porter des charges lourdes, rester dans des postures pénibles. Ils sont aujourd'hui plus du tiers. En 1984, 6 % des salariés étaient exposés à des contraintes psychiques fortes, telles que l'obligation de rendre un travail dans l'heure.



Ils représentent aujourd'hui près de la moitié des travailleurs, et la souffrance psychique est la cause d'un tiers des arrêts de travail.

Les militants de l'économie ont toujours souhaité augmenter la productivité et intensifier la mise au travail. Ils défendent l'augmentation du temps hebdomadaire passé au sein de l'entreprise, comme le recul de l'âge de départ en retraite. Aussi, pour accroître la place occupée par l'économie dans nos vies, ce qui était hier gratuit est devenu marchandise. Blablacar a remplacé l'auto-stop,

une chambre d'amis est maintenant envisagée comme un manque à gagner, et les conseils donnés aux voisins sont l'occasion de devenir auto-entrepreneur.

Face à ces évolutions, nous devons être à l'offensive et défendre nos existences. La lutte contre le projet de réforme des retraites est l'affirmation d'une vie non réductible au travail, la défense des plaisirs de l'existence, des instants passés avec les personnes que l'on aime. C'est aussi la défense de la retraite comme occasion de la transmission de son expérience dans un cadre non-professionnel et dénué d'exploitation, ou d'un engagement associatif. Ou comme l'affirmation du droit à ne rien faire, aussi.

La CGT propose le retour à un âge de départ en retraite à 60 ans, et la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires. Évidemment, nous n'aurons que ce que nous saurons prendre. Si la lutte s'en donnait les moyens, nous pourrions dans quelque temps considérer ces mots d'ordre comme autant modérés que nous regardons la revendication des 40 heures hebdomadaires formulée il y a un siècle.

Les dernières manifestations furent massives, mais elles n'ont, pour l'heure, pas permis de faire céder le gouvernement. Cependant, pour la première fois depuis

des décennies, une intersyndicale nationale, regroupant la totalité des syndicats, aborde la question du blocage de l'économie. Il aura lieu le 7 mars. Nous appelons chacun(e) à s'y joindre, par la grève et l'action, pour peser dans le rapport de force face au patronat et au gouvernement. Il est urgent de se retrouver entre collègues, amis, voisins, camarades de promo pour discuter des perspectives d'action et faire en sorte que les difficultés face au travail ou à l'augmentation des prix deviennent des enjeux collectifs.

Malgré son importance, la journée du 7 mars ne suffira pas à faire céder le gouvernement. Le lendemain, le 8 mars, aura lieu, comme chaque année, la journée internationale du droit des femmes. Elle fut instituée il y a un siècle pour commémorer une manifestation de femmes en Russie, qui, en 1917, réclamaient du pain et le retour de leurs maris partis au front. Cette journée prend évidemment un sens particulier cette année. Une coalition d'organisations féministes et de syndicats appelle aussi à la grève ce 8 mars 2023.



Macron et ses ministres ont plusieurs fois affirmé que l'égalité entre les hommes et les femmes était « une grande cause nationale ». Le gouvernement et ses complices peuvent, au nom d'un féminisme envisagé sous le seul prisme des comportements individuels, flatter les pulsions sécuritaires, créer de nouvelles infractions, promouvoir l'alourdissement des peines prononcées par la justice pénale, ou mettre en avant la réussite économique de telle femme au sein de la bourgeoisie. Pour autant, la politique du gouvernement est en tout point incompatible avec la lutte collective pour une égalité réelle entre hommes et femmes. Pire, cette politique aggrave les inégalités. La carrière des femmes étant encore plus souvent « incomplète » que celle des hommes, du fait des temps partiels et des périodes d'arrêt liés à la maternité, elles seront les premières pénalisées par le projet de réforme des retraites. Aujourd'hui, les pensions des femmes sont déjà inférieures en moyenne de 40 % à celles des hommes.

Dans plusieurs secteurs, la reconduction de la grève à partir des 7 et 8 mars est à l'ordre du jour pour faire céder le gouvernement, et les organisations lycéennes et étudiantes appellent les jeunes à poursuivre la mobilisation le 9 mars. Il s'agit de penser l'élargissement du mouvement, mais aussi son approfondissement autant que son débordement.

Le blocage de l'économie s'impose. Pour gagner, ensemble.



L'individu libéral n'a d'opinions que par la négative. Son cap consiste à ne pas être méchant, ne pas être discriminant, ne pas manifester de mépris de classe, ne pas stigmatiser les migrants, ne pas construire des murs aux frontières, ne pas accueillir toute la misère du monde non plus. Autant de non-opinions que synthétise le principe de tolérance.

La tolérance tient lieu d'opinion à celui qui n'a pas besoin d'en avoir. Elle est aussi le traitement dont l'individu libéral gratifie les opinions différentes, du moment qu'elles ne menacent pas le monde libre, car alors c'est la liberté qu'on menace. Or la liberté n'est pas une opinion, c'est une valeur.

Une valeur n'a de contenu que la réprobation dont elle est l'objet. La valeur liberté n'existe que par la condamnation de ceux qui la nient. La tolérance existe par la condamnation des intolérants. Sur le marché des valeurs, le djihadisme a redonné beaucoup de prix à la laïcité.

L'individu libéral ne subissant aucune situation dont il doit urgemment se sortir, il a le loisir d'avoir des valeurs. Le terme valeurs s'épanouit dans les climats tempérés du monde postpolitique, que l'icône libérale avait souhaité postracial.

L'individu libéral vote indéfectiblement mais se tient à distance de la politique. La politique est le lieu des idéologies et il n'en a pas. Il juge au cas par cas, dans un esprit *pratico-pratique*.

De bien des sujets, l'individu libéral pourrait dire comme cette célèbre autrice de BD au corps impeccablement libéral : « Les gens font bien ce qu'ils veulent. » Pour peu que les gens ne soient pas des terroristes, des complotistes, des machistes, des violeurs, des extrémistes, des Erdogan, des saboteurs d'élevage en batterie, des bloqueurs de ronds-points, des *black blocs*, des étudiants islamo-gauchistes, des faucheurs d'OGM, des cheminots en grève, ils font bien ce qu'ils veulent.

Lorsqu'il entend un intellectuel pédant critiquer les séries, l'individu libéral hausse les épaules. Cette généralité est caricaturale, est excessive. Il n'y a pas LES séries, encore moins LA série. À chaque grief émis contre ce genre qu'il prise, l'individu libéral pourrait opposer un contre-exemple. À toute affirmation il existe une exception. Il existe des enfants de chômeurs devenus chirurgiens, des steaks sous plastique sains, des rivières sans nitrate, des traders décroissants, des patrons sociaux, des chantiers d'immeuble sans travailleurs clandestins, des SDF épanouis, des éboueurs blancs.

L'individu libéral professe la nuance. Parfois il avoue entre guillemets qu'il envie les gens nantis de certitudes, car il est mille fois plus difficile de défendre une position nuancée (citer Camus) et complexe (mentionner Edgar Morin). La nuance est sa croix, son sacerdoce dans une époque fanatique où

même les évidences sont remises en cause : l'évidence de la supériorité de nos démocraties, l'évidence de la rondeur de la Terre.

Le libéral regrette que sur les réseaux qu'il fréquente on s'invective, s'insulte, se lance des fatwas. On ne sait plus se parler. Défendre son point de vue tout en respectant celui des autres. Défendre avec nuance la retraite par points tout en respectant ceux qui la subiront.

Entre le pour et le contre, une position médiane est toujours possible. Entre la peine de mort et l'abolition est possible la perpétuité non compressible. Entre l'immigration et la remigration, l'immigration choisie. Hélas certains refusent les compromis, s'accrochant obstinément à leurs positions. On a vu ainsi des salariés s'accrocher des mois à des emplois qu'il était pourtant raisonnable de supprimer.

Parfois, bien malgré lui, le libéral doit renoncer au compromis. Lui qui déteste imposer se voit dans l'obligation morale d'imposer son avis. Il aimerait tant qu'on puisse à la fois sortir du nucléaire et y rester, à la fois privilégier l'offre et la demande, le capital et le travail. Il aimerait tant dénoncer les violences policières sans laisser croire qu'elles sont structurelles, développer le réseau autoroutier sans manger des terres cultivables, extraire du cobalt sans aucune mort de mineur. Il aimerait tant qu'on recommande vivement à ceux qui nous achètent des armes de ne pas les utiliser.

Lisez Schérer et Hocquenghem...

RENÉ SCHÉRER (1922-2023)

« Il y a ainsi une affinité certaine entre la pensée et le mouvement. La pensée est nomade. Penser, c'est aller et venir, c'est marcher. Ne serait-ce que parce que la marche « anime les esprits animaux » comme disait les classiques, ou meuble l'esprit en lui imposant un rythme – ce que Valéry a noté –. Mais aussi, c'est aller voir, mieux ouvrir l'œil, découvrir le nouveau, visiter. »

« Je me tourne vers Fourier et vers Pasolini parce qu'ils nous ont donné, de façon que je crois inépuisable, et non encore peut-être explorée, à penser, chacun dans son ordre : le sens, l'orientation et le but ou destinée de la production, de la consommation et de la jouissance, en forgeant, chacun à sa manière encore, les figures et les concepts appropriés.

(...)

La querelle de la modernité et de la postmodernité me paraît obsolète et un peu dérisoire. Ce qui importe n'est pas de dépasser la modernité, mais de déceler l'erreur et l'impasse d'une modernisation qui ne signifierait rien d'autre que l'acceptation du fait accompli. De même, il n'est pas question d'établir des responsabilités pour juger, dénoncer et punir. Bien au contraire, il importe d'en finir avec le jugement, qu'il soit de Dieu, comme l'a magnifiquement proclamé, et de manière inégalable, phare de toute résistance contemporaine, Antonin Artaud, ou avec celui des hommes qui ne vaut pas mieux, puisque c'est le même. Il s'agit d'échapper à

l'ordre du jugement et de la Loi pour affirmer le droit au désir qui ne consiste pas à accaparer et consommer des marchandises toujours renouvelées, mais à construire, avec les autres, avec la nature, avec soi-même, si nous avons bien compris Deleuze, de nouveaux agencements. Les agencements du désir opposés aux dispositifs mortels de la civilisation. »

